

toujours les initiatives d'Ottawa alors que celles-ci étaient toujours marquées par le double héritage britannique et français qui a contribué à l'histoire du Canada. Evidemment, les problèmes diplomatiques retiennent peu l'attention du grand public.

G. Pelletier. La plupart des Européens vont d'abord aux Etats-Unis — c'est ce qui vous est arrivé — et ensuite au Canada. En arrivant, ils se disent «Ah! c'est quand même différent!». Si, partant de France, d'Allemagne, d'Italie ou d'Espagne, ils arrivent à Montréal, ils se disent : «C'est les Etats-Unis». Ensuite, passant aux Etats-Unis, ils vont peut-être constater que les Etats-Unis, c'est encore plus les Etats-Unis que nous! Il faudrait toujours organiser le périple dans l'autre sens, c'est-à-dire par New York, pour faire voir qu'il y a au Canada une culture différente, une façon d'être différente qui commandent une façon de penser différente en politique internationale. Cela dit, le Canada est un des pays du monde où l'emprise d'une économie voisine est la plus importante. Il n'existe qu'un seul autre pays, le Nigéria, où le capital étranger possède un plus fort pourcentage de l'industrie nationale. Il faut donc arriver, sans nous brouiller avec les Américains, à diversifier nos échanges et nos sources d'investissements. Il semble plus facile pour les Européens de percevoir le Mexique, par exemple, comme un pays distinct des Etats-Unis. Serait-ce parce qu'il est unifié par une langue?

C. Julien. La population mexicaine dans son ensemble ne participe pas au niveau de vie nord-américain auquel vous, Canadiens, participez plus ou moins.

G. Pelletier. En effet, notre niveau de vie équivaut, en gros, à celui des Etats-Unis.

C. Julien. Au fond, les relations entre le Canada et la France étaient assez bonnes, sans histoires, sans remous, sans éclat dans la période où les deux pays croyaient se connaître et s'ignoraient profondément. Aujourd'hui, des liens, des échanges se sont multipliés. Les deux pays communiquent beaucoup plus facilement sur le plan économique, sur le plan culturel (bien que faiblement) et sur le plan politique. Une meilleure compréhension, une meilleure connaissance entre les deux peuples est en train de se développer. Dans la période où les mythes l'emportaient sur la réalité, les relations entre les deux peuples étaient assez satisfaisantes, mais distantes. Aujourd'hui que les réalités s'affirment, aussi bien d'un côté de l'Atlantique, que de l'autre, n'est-il

pas naturel qu'il y ait quelques frictions, notamment dans les relations de gouvernement à gouvernement? On se dispute davantage quand on se connaît mieux.

G. Pelletier. Quand on ne se voit jamais et qu'on s'ignore à peu près complètement, on n'a pas l'occasion de se quereller. Maintenant que nous sommes en train de renouer des liens de famille, nous aurons des querelles de famille, ce qui me paraît inévitable. La condition humaine est ainsi faite. Auparavant, nous avions les mains propres, comme eût dit Péguy, parce que nous n'avions pas de mains! Nous n'avions pas de relations, donc elles étaient bonnes. De ce point de vue, on n'a pas fini d'interpréter le «Vive le Québec libre» du général de Gaulle. Je suis, au Canada, ce qu'on appelle un fédéraliste. Je ne suis pas du tout séparatiste, ni même séparatissant ou crypto-séparatiste, mais je dois reconnaître un bienfait dans la publicité que le général a faite ainsi au Canada. Nous nous serions bien passé des conséquences négatives, mais il y a eu aussi des conséquences positives : le cri a réveillé en France un intérêt pour le Canada. On s'est posé des questions («Mais qu'est-ce qu'il se passe là-bas?») alors qu'on ne s'en posait guère auparavant. Comme disent les Américains : «Parlez de moi en bien ou en mal, mais parlez de moi!»

C. Julien. Nous avons donc de bonnes chances d'améliorer notre connaissance mutuelle à travers des crises qui iront croissant!

Gérard Pelletier. *Ambassadeur du Canada en France. Né en 1919. Journaliste, a été directeur du «Travail», organe de la Confédération des syndicats nationaux; animateur à la radio et à la télévision d'émissions d'actualités sociales. Député du Québec à la Chambre des communes de 1965 à 1975; ministre fédéral de 1968 à 1975.*

Claude Julien. *Rédacteur en chef du mensuel «le Monde diplomatique». Né en 1925. A été chef du service étranger du quotidien «le Monde». Auteur de «le Canada, dernière chance de l'Europe» (Julliard éd., 1965).*